

PROGRAMME

Lancement du Rapport de l'OCDE
Flux financiers illicites : L'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest

Centre de conférence de l'OCDE
20 février 2018

CONTEXTE

Chaque année, d'énormes sommes d'argent sont transférées illégalement hors des pays en développement. Selon le Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, environ 50 milliards de dollars américains quittent l'Afrique chaque année. Bien que les chiffres sur les flux financiers illicites (FFI) soient fortement contestés, il existe un consensus sur le fait que les FFI dépassent l'aide publique au développement (APD) et réduisent considérablement les ressources disponibles pour l'investissement intérieur et le développement. Il existe également des données crédibles suggérant que les FFI, ainsi que les réseaux, les acteurs et les incitations qui les génèrent, limitent la qualité et l'efficacité des institutions d'un pays à assurer son développement.

Les programmes 2030 et de financement du développement soulignent que les objectifs de développement durable (ODD) ne peuvent être atteints sans réduire les flux financiers illicites et renforcer les capacités d'un pays à mobiliser des ressources domestiques, et le G7 et le G20 ont exhorté les pays à agir sur plusieurs fronts. En collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD), le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), le Groupe de la Banque mondiale et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), cet événement est une opportunité pour l'OCDE de lancer son dernier rapport sur les *Flux financiers illicites : L'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest*.

Ce rapport examine la nature de treize économies criminelles et illicites, qui sont souvent liées quand elles ne se renforcent pas mutuellement, en vue d'identifier les conditions qui permettent aux flux financiers illicites de se développer et leurs impacts sur le développement. Le rapport va au-delà de l'analyse traditionnelle des flux financiers illicites (qui met généralement l'accent sur l'ampleur des pertes financières) et représente la première étape vers la construction d'une analyse plus qualitative de la manière dont les activités illicites ou criminelles peuvent interagir avec l'économie, la sécurité et le développement d'une région particulièrement vulnérable aux FFI.

OBJECTIFS DE LA RÉUNION

Le but de cette réunion est double: (i) lancer le Rapport de l'OCDE sur les *Flux financiers illicites: L'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest*, et offrir une opportunité de discuter de la portée et des spécificités des économies illicites ou criminelles en Afrique de l'Ouest; et ii) explorer davantage les perspectives de création d'une Plate-forme d'examen mutuel et de dialogue politique entre l'OCDE et la CEA, pour renforcer la cohérence, la pertinence et l'impact des réponses apportées par l'OCDE et les pays africains aux FFI en provenance d'Afrique. Les FFI sont multidimensionnels et globaux dans leur portée, traversant les frontières et impliquant les pays à tous les niveaux de développement - ce qui signifie que tous les pays doivent jouer leur rôle pour s'attaquer efficacement au problème en prenant des mesures pertinentes, cohérentes et coordonnées.

PARTICIPANTS

L'événement rassemblera des représentants de haut niveau du gouvernement, du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, de la CEA, des universités, de la société civile et de l'OCDE, qui partagent un intérêt pour les FFI en Afrique de l'Ouest. Seront également présents des hauts représentants d'organisations partenaires telles que la Banque africaine de développement (BAD), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Groupe d'action intergouvernemental contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) et le Groupe de la Banque mondiale. Ce lancement offre une excellente occasion de rassembler différents experts et institutions pour explorer davantage les domaines d'intervention sur les FFI, partager les connaissances et l'expertise, et discuter des potentielles solutions politiques qui seraient les mieux à même de relever le défi des FFI.

Cérémonie de lancement du Rapport de l'OCDE : Flux financiers illicites : L'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest - Château Salle C

08:30-09:00	Inscription et café de bienvenue
09:00-10.15	<p>Session d'ouverture : Travailler ensemble pour lutter contre les flux financiers illicites dans le développement</p> <p><i>Modérateur:</i> Jorge Moreira da Silva, Directeur de la Direction de la coopération pour le développement, Organisation de coopération et de développement économiques</p> <ul style="list-style-type: none">• L'engagement de l'OCDE à réduire les flux financiers illicites : Masamichi Kono, Secrétaire général adjoint, Organisation de coopération et de développement économiques• Flux financiers illicites et développement: la fonction de l'aide publique au développement : Charlotte Petri Gornitzka, Présidente du Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques• Engager les pays africains dans la lutte contre les flux financiers illicites : Amb. Segun Apata, Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique• Les flux financiers illicites et leur impact sur le développement : Abdalla Hamdok, Secrétaire exécutif adjoint, par intérim, Commission économique pour l'Afrique
10.15 – 11.00	<p>Rapport de l'OCDE sur les Flux financiers illicites : L'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest</p> <p>Conclusions et recommandations politiques du Rapport sur les Flux financiers illicites : L'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest</p> <ul style="list-style-type: none">• Catherine Anderson, Team Lead de la Gouvernance pour le développement, Organisation de coopération et de développement économiques• Tuesday Reitano, Directrice adjointe de Global Initiative against Transnational Organised Crime, auteur principal et coordinatrice du rapport <p>Questions et réponses</p>
11:00-11:15	Pause-café

11:15-12:30	<p>Table ronde thématique : Comprendre les causes et les conséquences des flux financiers illicites sur le développement de l'Afrique</p> <p>Modérateur: Laurent Bossard, Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, Organisation de coopération et de développement économiques</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Abdoulaye Coulibaly, Directeur par intérim, Bureau de coordination de la gouvernance et de la gestion des finances publiques, Banque africaine de développement • Grace Perez-Navarro, Directrice adjointe, Centre de politique et d'administration fiscales, Organisation de coopération et de développement économiques • Colonel Adama Coulibaly, Directeur général, Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest • Professeur M.D Ayogu, Professeur adjoint, Graduate School of Business, Université de Cape Town, et MISTRA Fellow, Mapungubwe Institute for Strategic Reflection, Johannesburg, Afrique du Sud <p>Questions et réponses</p>
12:30-14:00	Pause-déjeuner

Séances techniques sur l'établissement d'une plate-forme entre l'OCDE et la CEA sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique (sur invitation seulement) – Salle CC24

14:00-15:00	<p>Réunion de partenariat de haut niveau sur les flux financiers illicites (OCDE, CEA)</p> <p>L'objectif de cette session est de discuter de la proposition de création d'une Plate-forme entre l'OCDE et de la CEA pour l'examen mutuel et le dialogue politique sur les flux financiers illicites (FFI) en provenance d'Afrique, et des stratégies efficaces pour renforcer la cohérence, la pertinence et l'impact des réponses apportées par l'OCDE et la CEA aux défis posés par les FFI.</p>
15:00-15:15	Pause-café
15:15-17:00	<p>Session de travail technique – Plate-forme pour un partenariat entre l'OCDE et la CEA</p> <p>S'appuyant sur la réunion de partenariat, l'objectif de cette session est de discuter et de s'accorder sur la nature et la portée de la Plateforme pour l'examen mutuel et le dialogue politique, y compris les priorités politiques, les méthodes de travail et les produits potentiels.</p>